

LAICF

UNION ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE DES CHEMINOTS FRANÇAIS

NUMÉRO SPÉCIAL

Union Artistique et Intellectuelle des Cheminots Français

CHEMINOTS

Forum

sur l'Éducation Populaire

Saint-Mandrier

le mardi 28 mai 2024

ARTS

les intervenants



Annie Missonnier,
Mutuelle Entrain



Robin Renucci,
Directeur du théâtre
national de La Criée



Nicolas Sadoul,
Directeur du Camp des Milles



Michel Dolot,
Mouvement de la Paix



Francisco Murillo,
Président général de l'UAICF

UNION ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE DES CHEMINOTS FRANÇAIS

*film : Albert Peiffer (UAICF Sète)
Son : Louis Laurent (UAICF Marseille)
crédit photos : Régis Ballester
Arlette Galhaut - Saliha Mahjoub
Mutuelle Entrain - Camp des Milles
et Wikipédia*





FORUM

éducation populaire



Francisco Murillo
Président général de l'UAICF



*flashez-moi
pour voir la
vidéo sur le
forum !*



C'est dans le cadre de l'assemblée générale de l'UAICF que Francisco Murillo, Président général de l'UAICF, a souhaité organiser un forum sur l'éducation populaire en présence de quatre personnalités : Annie Missonnier de la Mutuelle Entrain, Robin Renucci du Théâtre La Criée, Nicolas Sadoul du Camp des Milles et Michel Dolot du Mouvement de la Paix.

Une société comme la nôtre, complexe en bouleversements accélérés, est nécessairement et forcément conflictuelle, mais elle n'a pas toujours les outils et les espaces pour reconnaître ses divisions et savoir les affronter.

Faute de confrontation régulée entre citoyens égaux, le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale se délite tandis que les citoyens de « seconde zone » dénoncent à leurs façons la rupture démocratique et la cécité obstinée des dirigeants qui apportent des réponses expertes sans écouter les questions. Ce décrochage démocratique peut se lire dans le choix de la violence pour se manifester dans l'abstention croissante aux différents scrutins électoraux ou encore dans le choix de l'option populiste.

Un peu d'histoire...

L'éducation populaire trouve ses racines au 19e siècle, souvent en lien avec des mouvements ouvriers et des initiatives de citoyens qui cherchaient à améliorer leurs conditions de vie et leur participation dans la société. En France, par exemple, des figures comme Jean Macé, qui a fondé la Ligue de l'enseignement en 1866, ont joué un rôle crucial.

Ensuite, le début du 20e siècle voit l'essor des mouvements d'éducation populaire, fréquemment rattachés aux mouvements politiques et sociaux de l'époque, comme le syndicalisme et le socialisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'éducation populaire connaît un développement considérable avec la montée en puissance des mouvements associatifs et la reconnaissance institutionnelle de l'importance de l'éducation non formelle. C'est à cette période que l'UAICF est née...

“La question de la domination et celle de l'aliénation sont au cœur de l'éducation populaire”

Robin Renucci



Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ainsi que votre activité ?



Annie Missonnier

Bonjour à tous,

Je représente la Mutuelle ENTRAIN. Je suis cheminote retraitée. En mutualité, au niveau régional, depuis la fin des années 80 /début des années 90. Depuis 2009, année de la création de la Mutuelle ENTRAIN, je suis au conseil d'administration ainsi qu'au bureau de cette dernière. Je suis également en charge d'une vice-présidence déléguée à la communication et aux partenariats.



Robin Renucci

Bonjour à toutes et à tous,

Je suis militant d'éducation populaire depuis une cinquantaine d'années, à travers des actions d'associations, liées à l'échange de chacune et de chacun avec le champ culturel dans le choix artistique et culturel. L'une d'entre elles s'appelle l'Aria. Elle est située en Corse et a 27 ans d'existence. Par ailleurs, j'ai eu à diriger et dirige des lieux de culture que sont les centres dramatiques nationaux, à travers deux directions : « Les Tréteaux de France », pendant onze ans et, aujourd'hui, le Centre Dramatique National « La Criée de Marseille ».



Michel Dolot

Bonjour à toutes et à tous,

Je suis non pas le président mais le porte-parole du Mouvement de la Paix des Bouches-du-Rhône. Je suis syndicaliste depuis l'âge de 18 ans. Syndicaliste, et ça a son importance, au sein de la CGT. Pour les travailleurs de l'état, que sont les salariés travaillant dans les arsenaux, dans la défense, à ce titre, les préoccupations pour la paix ont été, de suite, sollicitées par l'action syndicale. C'est comme ça que je suis venu au pacifisme. Et c'est au travers du syndicalisme que j'ai rencontré les cheminots.



Nicolas Sadoul

Bonjour à toutes et à tous,

Je suis acteur et militant de l'éducation populaire depuis de nombreuses années. J'ai eu l'opportunité, la chance, de m'impliquer, de m'engager, de diriger des organisations d'éducation populaire. Tout d'abord au niveau local, à Toulon, puis dans toute la France. Notamment, j'ai dirigé pendant une dizaine d'années, la Ligue de l'enseignement qui est un des mouvements d'éducation populaire importants dans notre pays. Désormais, dans une autre dynamique, mais toujours avec cet état d'esprit d'éducation populaire, je suis le directeur de la Fondation du Camp des Milles-Mémoire et Education.



L'Éducation Populaire, c'est quoi ?

Francisco Murillo : *Robin, tu connais l'attention que je porte à ton activité. Tu as aidé les cheminots à sauver le théâtre de la Rotonde en PACA et nous sommes tous reconnaissants que tu te sois inscrit pleinement avec nous dans cette action ! Selon toi, qu'est-ce que l'éducation populaire ?*

Robin Renucci : C'est une lourde tâche d'avoir à répondre à cette question, surtout en présence de Nicolas car la Ligue de l'enseignement a toujours retracé l'histoire avec beaucoup de précision et de justesse et a raccordé cette histoire à notre quotidien.

Mais tout de même, il faut dire les mots qui vont ensemble. L'éducation populaire, c'est une éducation à l'humanisme, une éducation à la démocratie, de ces endroits qui sont souffrants.

Je ferai toujours le parallèle entre l'histoire et la chance et la richesse que nous avons de cet héritage des femmes et des hommes de courage qui nous ont légué cette pensée et cette générosité qui perdurent. Notre présence à ce forum sur l'éducation populaire en témoigne.

Rappelons les Lumières, dans un premier temps : lutter contre un obscurantisme qui était celui de l'obscurantisme religieux, avec Condorcet qui a dit cette phrase tellement juste qui raisonne toujours aujourd'hui :

« Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison propre mais qui recevront leurs opinions d'opinions étrangères, le monde sera divisé en deux classes : celle des hommes qui croient et celle des hommes qui raisonnent, celle des maîtres et celle des esclaves ».

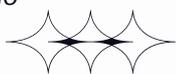
Donc, cette question de la domination et celle de l'aliénation d'aucune et d'aucun sont au cœur de l'éducation populaire. L'éducation populaire lutte contre toutes les dominations des hommes sur les hommes à toute époque. Lutter contre les obscurantismes d'un côté et lutter pour une plus grande émancipation. Cette émancipation qui demande à se libérer des assignations qui ont traversé l'histoire depuis 1792 et le manifeste de Condorcet, et sont toujours différentes, décennie après décennie. Aujourd'hui, les assignations, les aliénations auxquelles nous devons faire face, elles continuent à être la pauvreté. Pour certains, une assignation matérielle, une assignation géographique qui existe encore, pas plus loin que tout près de chez nous. Il y a des gens qui ne peuvent pas se déplacer tout simplement parce qu'ils sont assignés à résidence par des problèmes de transports.

Il y a des gens qui sont encore assignés géographiquement, et surtout en France, et évidemment dans les zones rurales reculées. Des assignations culturelles, des assignations culturelles qui vous assignent simplement à des aliénations desquelles il faut s'émanciper. Donc, la question de l'éducation populaire, c'est l'émancipation.

Et puis, le deuxième endroit de l'éducation populaire, c'est sans doute la solidarité. Le deuxième chantier de l'éducation populaire, et ce qui vous concerne particulièrement, dans un cadre syndical, dans un cadre associatif, c'est l'union. C'est cette mutualisation de nos moyens. Au quotidien, ce travail est remis en chantier en permanence pour que tout le monde ait droit à cette piste d'envol qu'est la capacité d'être un peu plus auteur de ses actes, que chacune et chacun puissent avoir une plus grande capacité d'agir. C'est travailler avec sa petite sœur, apparue il y a quatre ou cinq décennies maintenant, qui est l'éducation culturelle et artistique. Education par l'art, qui permet de mettre au cœur l'essentiel du fond d'éducation qui est la relation dans le cadre de la transmission et la relation tout simplement, alors que nous sommes très souvent dans des mises en condition de rapports avec les uns et les autres. Mais la relation induit cette minoration de la domination. On pourrait parler de l'école. On sera peut-être dans la confusion entre le pouvoir et l'autorité.

Aujourd'hui, ce mot d'autorité, autoritarisme, régime autoritaire, revient beaucoup dans notre langage avec un grand détournement de la pensée. Parce que l'autorité, c'est justement ce qui autorise, c'est ce qui rend auteur de ses actes. Or, on confond évidemment avec un pouvoir sur l'autre. Dès que l'on parle en ce moment même, il y a un pouvoir. Mais il n'existe dans ce rapport de relation, comme le disait Montaigne, que par le fait que celui qui prend la parole induit que l'autre l'écoute. La parole est de moitié à celui qui la prend et à celui qui l'écoute et qui la construit. Donc la relation, elle est essentielle. Et je dirais que l'éducation populaire, elle consiste à rendre davantage citoyen, c'est-à-dire à participer aux débats et à pouvoir s'opposer sans se déchirer. S'opposer, sans se déchirer, depuis le plus jeune âge, construire le lieu du débat et de l'échange de paroles.

L'axe principal, il me semble, de cette éducation populaire aujourd'hui, c'est notre commune humanité, au moment où elle est remise en cause régulièrement, où l'on considère, comme à d'autres époques, de la réduction de l'homme, parce qu'il y aurait des « hommes, sous hommes » et des « hommes, surhommes ». Cette absolue humanité commune, sans capacité de résumer l'autre, de le réduire, de l'amenuiser dans sa pensée, aussi bien que dans son corps, c'est une commune humanité.



J'inclus la question aujourd'hui du genre, parce ce que je pense que nous venons de passer une dizaine d'années où la question de la femme revient comme une possible égalité avec le reste de l'humanité, c'est-à-dire les hommes, et ce qui inclut d'autres genres qui sont en train de naître. Mais la question de la reconnaissance de la différence de l'autre est déjà au moins celle de la place de l'égalité des femmes dans nos sociétés, donc dans notre pays. La place de la femme est en train de changer aujourd'hui.

Je pense que dans la commune humanité, il y a quelque chose qui est en train d'avancer, c'est notre commune naturalité. C'est un autre endroit de réflexion qui n'existait pas tant que cela il y a dix, vingt, trente ans : la conscientisation absolue du fait que nous sommes absolument dans une nature dont nous faisons partie, dont nous sommes interdépendants et que tout est relié dans cette commune naturalité, commune humanité, commune socialité. On ne peut rien faire sans les autres, et bien sûr, dans une autre dimension que la dimension de pouvoir.

Un autre endroit de réflexion : la légitime individuation, c'est-à-dire la reconnaissance de chacune et chacun dans sa possibilité d'avoir sa piste d'envol, sa singularité à être et à transformer le monde. C'est pour cela qu'on parle d'éducation artistique dès l'enfance parce que c'est un enjeu. Ce n'est pas une finalité, c'est un outil pour permettre que chacune et chacun puissent exprimer ce qu'elle est, ce qu'il est, par son discours, par sa parole, par sa pensée, par sa voix, son expression idiomatique. L'idiome cela veut dire le singulier, le trait propre. En grec, comme d'ailleurs en russe dans l'ouvrage « L'Idiot » de Dostoïevski, l'Idiot, l'Idiote c'est celui qui est différent. C'est la reconnaissance de la singularité de chacune et de chacun. Et c'est cette opposition fertile qui fait que nous pouvons nous opposer sans nous déchirer. Je pense à Paul Ricœur, philosophe français, qui nous dit qu'une société démocratique c'est une société qui reconnaît ses oppositions, ses contradictions, mais qui permet à chacune et à chacun de prendre sa place dans le débat pour pouvoir résoudre ces oppositions et ces contradictions. Débattre est un mot fort, étymologiquement et dans son mot même. Débattre, c'est ne pas se battre parce que l'on dialogue. L'opposition fertile est nécessaire et la démocratie, c'est l'opposition.

Dans notre pays où l'opposition n'existe plus, ou de moins en moins, tout d'un coup il faut affirmer que cette montée peut-être des extrémistes, notamment de droite, elle est aussi due à une absence d'union dans la gauche. Moi, je jette les pavés là où ils sont, c'est-à-dire le fait de ne pas pouvoir résister suffisamment dans une union forte d'opposition cela a créé en tout cas une sorte de flottement tant l'opposition doit être fertile et elle doit exister en tant que contradiction réelle, à condition que chacun puisse y participer.

Voilà, c'est cela l'éducation populaire, entre la grande histoire et celle que nous avons apportée aujourd'hui. Faire en sorte que nous y apportions tous par l'éducation, vraisemblablement par la formation des enseignants, par la capacité que peuvent avoir certains artistes à être responsables de l'intérêt général et pas seulement d'exprimer son propre malaise, ce qui est une nécessité souvent pour les artistes. C'est pour cette raison que je dirige un centre dramatique qui est une maison d'art partagé, où nous avons écrit sur le fronton : « Pour que chacun soit davantage solidaire ». Pour le droit de chacun à son imaginaire, pour une société plus solidaire. Voilà ce que je fais au quotidien en parlant d'éducation populaire.



wagon souvenir du camp des milles (source : wikipédia)

Francisco Murillo : *Merci Robin. A présent Nicolas, on peut se demander quel est le lien entre le Camp des Milles et l'histoire cheminote.*

Avant ceux qui viendront demain à la visite du camp pour toucher du doigt concrètement ce lieu-là, un travail commun entre les cheminots et l'association des Amis du Camp des Milles a été entamé pour que les choses avancent dans le bon sens. Il y a eu notamment une bataille autour du wagon du souvenir. Nous avons des routes parallèles et unies, et nous savons combien la question de l'effort de l'histoire et du devoir de mémoire est importante.

On connaît aussi l'écho qu'on espère avoir aujourd'hui. Face au vide qu'on a dans les consciences collectives, vous menez un travail de petite fourmi qui constitue une action forte.

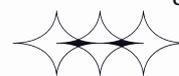
Comment peux-tu expliquer le lien entre l'éducation populaire et un site mémorial comme celui du Camp des Milles. Question prégnante que celle de la mémoire et de l'éducation, et pourquoi l'est-elle ?

Nicolas Sadoul : Oui, c'est un lien qui ne va pas de soi. Alors, sans reprendre tout ce qu'a dit Robin, dans lequel je m'inscris complètement, je tiens à rappeler quelques indicateurs pour ensuite faire le lien avec le travail mené par un site mémorial.

Il y a des courants historiques et contemporains différents dans l'éducation populaire, dont les acteurs et les actrices de chaque époque n'avaient pas forcément conscience.

Parmi les quelques indicateurs, il y a celui de la question de l'émancipation, c'est-à-dire la possibilité donnée aux individus, y compris réunis en collectifs, de prendre conscience de leur situation et de pouvoir trouver les moyens s'ils le souhaitent, s'ils le jugent pertinent, s'ils le jugent utile pour leur propre évolution de s'en extirper, évoluer et, notamment, on a cherché le terme tout à l'heure, par la puissance d'agir. Les québécois ont un beau mot la « capacitation ». C'est cette capacité à la fois au fond un phénomène de conscientisation et, à la fois, une incitation à l'action, y compris dans une dimension de changement et de participation. Pouvoir d'agir et Capacitation constituent plus que jamais une invitation à agir collectivement, non pas pour l'opposer au processus d'individuation qui nous dépasse, ni de rentrer dans l'opposition individualité / collectif. C'est le fruit des combats révolutionnaires, pour que l'individu en tant que tel puisse se reconnaître comme tel et non pas comme membre assigné à une corporation ou à une société théorique divisée en trois.





Aujourd'hui, les grandes institutions intégratrices, tels que les grands syndicats, les associations d'éducation populaire, les partis politiques, connaissent des évolutions, des mutations qui ne permettent plus de dire, ipso facto, qu'elles sont les actrices stables dans le paysage tout à la fois local, national et même mondial car l'agir collectif se recompose.

Et puis, dans l'éducation populaire, il y a la notion de co-construction des savoirs. Alors, sans tomber non plus dans une opposition démagogique, l'un des principes de l'éducation populaire tient au fait qu'il n'y a pas celui ou celle qui sait, et puis celui ou celle qui ne sait rien qui devrait prendre la becquée du savoir pontifiant, écrasant quelques fois qui viendrait irriguer les masses ignorantes. Les maquis lors de la Résistance ont été, de ce point de vue-là, un moment important des partages de savoirs. Donc, l'éducation populaire met au coeur de son projet la construction des savoirs dans une dimension de vulgarisation qui ne cède rien à la complexité. L'éducation populaire, ce n'est donc pas un processus de vulgarisation, de simplification, de schématisation d'un savoir qui serait asséché, lyophilisé. L'éducation populaire, a fortiori aujourd'hui, dans une organisation planétaire systémique, c'est assumer cette difficulté de la complexité permanente, y compris pour mettre des mots quelques-fois sur des phénomènes qui surgissent et que nous ne connaissons pas.

Et puis, dans cette acception - et Robin l'a évoqué - il n'y a pas d'opposition entre les sciences humaines et les sciences exactes. Cette co-construction des savoirs va mobiliser à la fois des dimensions artistiques, culturelles et émotionnelles, non pas comme moyen de manipulation, non pas comme moyen pour taire son sens critique ou écraser sa lucidité. La prise en compte de la dimension émotionnelle va permettre au contraire, de nourrir, voire même de magnifier cette appétence d'apprendre par la découverte de ces savoirs complexes.

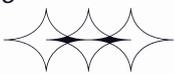
Le rapport à l'histoire comme l'une des sciences humaines, l'émotion suscitée par l'expression des mémoires dans la société sont quelques-uns des éléments importants qui permettent aujourd'hui d'évoquer la question du lien entre éducation populaire et un site mémorial, lien qui n'est pas évident. Même si nous avons connu des évolutions depuis ces quarante dernières années, les politiques mémorielles font de la plupart de ces sites des lieux où on commémore, où on vient se souvenir de l'être ou des êtres aimés qui ont disparu, qui ont souffert ou prendre connaissance ou conscience même que d'aucuns et d'aucunes se sont battus.

Le site mémorial du Camp des Milles n'est pas un site mémorial comme un autre. Pourquoi ?

Parce que c'est d'abord un lieu emblématique de la Shoah. Vous le savez sans doute, les uns et les autres, c'est une ancienne usine de fabrication de tuiles et de briques qui, entre 1939 et 1942, est devenue successivement, après avoir été réquisitionnée sous la 3ème République, un camp d'internement et de transit puis, dans l'été 42, un lieu de déportation de 2000 personnes, femmes, hommes et enfants, sans qu'il y ait un seul allemand nazi présent sur la région, qui ont été déportés vers Auschwitz pour y être assassinés parce qu'ils étaient juifs. Et donc, vous voyez, une usine, un lieu ordinaire de travail, un lieu où des ouvriers et ouvrières travaillaient, est devenu un lieu extraordinaire bouleversé par l'histoire. Alain Chouraqui, le président de la Fondation, qui est l'un des acteurs de l'émergence puis de l'ouverture de ce site, le raconte très bien. C'est 40 ans d'abord de luttes, à partir de 1982, pour que ce lieu ne soit pas détruit et puisse ouvrir en 2012 comme Site-mémorial. Parce qu'il n'en était pas question, avant les grands travaux scientifiques des années 80/90, au cours desquels des générations d'historiens ont démontré que toute la France n'avait pas été résistante de reconnaître qu'un camp de déportation avait pu exister en 1942, en zone non-occupée. Ainsi le mythe du résistancialisme a été remis en question car la France a aussi collaboré et ces travaux ont montré que le phénomène de l'occupation était donc beaucoup plus complexe que cela.

camp des milles





Mais, au-delà du fait que le Camp des Milles soit devenu un site mémorial, il est devenu surtout un lieu d'éducation citoyenne, pour essayer de ne pas se limiter « au plus jamais ça », mais essayer de répondre à cette question très complexe : « comment faire pour que plus jamais ça ? ». Avec donc une proposition scientifique qui vise à essayer, avec les sociologues, les historiens, de dévoiler, de mieux comprendre les phénomènes, les mécanismes, les engrenages qui seraient communs aux principaux génocides du 20e siècle, en tous les cas aux génocides étudiés par le Conseil scientifique de la Fondation. Est-ce que les engrenages connus de la Shoah étaient seulement propres à la Shoah ou, à l'appui de toutes les sciences humaines et sociales, pouvait-on essayer de mettre en exergue des mécanismes communs à d'autres crimes contre l'humanité, d'autres crimes génocidaires, d'autres génocides ?

Et ce travail a porté ses fruits puisque oui, il existe des mécanismes communs à ces crimes de masse, à ces crimes génocidaires. Et non seulement ils existent, mais au Camp des Milles on les montre et on les a modélisés au travers d'un schéma qui s'appelle « le schéma récapitulatif ». Et voyez-vous, quand on vient visiter le Camp des Milles, non seulement on découvre les faits historiques qui s'y sont déroulés, on voit comment les hommes, les femmes et les enfants ont vécu, dans quelles conditions ils ont vécu, mais on découvre également cette dimension, ce modèle intergénérationnel et pluridisciplinaire appelé « schéma réflexif ».

En d'autres termes, il n'y a pas que des historiens qui ont travaillé, il y a eu également des psychosociologues, des juristes, des philosophes, des ethnologues qui sont venus apporter leur pierre à cet édifice, à cette proposition scientifique singulière qui permet de comprendre, de s'accaparer des clés de compréhension pour mieux concevoir le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Et en ce sens, c'est un travail d'éducation populaire parce qu'il permet de s'interroger sur les questions démocratiques aujourd'hui, sur les questions de comment on fait la société. Parce que vivre ensemble c'est un peu un mot valise, un peu ectoplasmique, qui ne dit rien de la façon dont on vit ensemble. On peut vivre ensemble, avec des communautés qui coexistent les unes à côté des autres ; faire société, c'est porter un projet commun, y compris, comme le dit très bien Robin, dans la dispute, le conflit pour peu qu'il soit régulé par le Droit et la Démocratie.

Donc ces clés de compréhension nous permettent, dès lors, de proposer différents ateliers, différentes formations sur ces thèmes, y compris auprès de publics tout à fait différents. En ce sens, l'un des slogans, l'un des objectifs de la Fondation, c'est « comprendre pour agir ».

J'étais encore il y a quelques jours au Rwanda où j'ai visité des sites mémoriaux que je ne connaissais que dans un savoir livresque. J'ai découvert le mémorial de Murambi, dans le sud-ouest du Rwanda.

On sort de là en se demandant : Mais qu'est-ce que l'humanité a pu produire dans un lieu, un ancien lycée, où en 48 heures, 48 000 personnes ont été assassinées à coups de grenades, des Tutsis en l'occurrence ? C'est très important de se confronter à ces sites pour en prendre conscience. Quand vous voyez des corps momifiés qui sont exposés sur ce site-là, la question de l'humanité se pose au plus profond de soi. Quand vous sortez d'un tel lieu qui n'était ni un lieu de travail, ni un lieu d'exécution, ni un lieu d'extermination, vous ressentez l'absolue nécessité de comprendre pour agir pour que cela ne se reproduise plus.

L'idée dès lors étant qu'on ne soit pas seulement écrasé par le poids des faits historiques et des douleurs dont on prend conscience, mais que se déclenche cette capacitation, cette capacité à agir, cette envie de s'investir pour lutter contre les discriminations, contre le racisme, contre l'antisémitisme, pour porter des projets avec d'autres, pour favoriser l'égalité entre filles et garçons, entre les femmes et les hommes, pour lutter contre les agressions portées aux LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres). C'est par le prisme de cette prise de conscience historique, mémorielle, que l'on peut s'ouvrir à une dimension citoyenne et d'action dans la cité, dimension au cœur de l'éducation populaire.

Francisco Murillo : *Merci Nicolas. À toi maintenant Michel, pour le Mouvement de la Paix.*

On se connaît depuis longtemps, et c'est ce qui m'a permis d'aller dans plein d'endroits du monde que je ne connaissais pas, avec de très beaux moments d'échanges.

Notamment grâce à l'action du Mouvement de la Paix qui a sensibilisé l'ensemble des cheminots de la région PACA, sur ces sujets. Elle nous a amenés à nous remettre en question sur le regard que nous portons sur l'activité sociale et culturelle dans l'entreprise en nous inscrivant dans la Culture de Paix. Nous sommes allés au Japon, à Hiroshima, et à New-York, à l'ONU. Après quelques années, nous avons été très fiers d'annoncer à la Direction de la SNCF que notre action avait été reconnue et remarquée et que, à travers le mouvement ICAN (Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires), les cheminots de la région PACA avaient été nommés pour l'obtention du prix Nobel de la Paix en 2017.

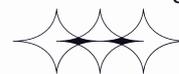
Michel Dolot : C'est le prix d'excellence de l'éducation populaire, cette participation au Prix Nobel de la Paix. J'aurais tendance à dire, qu'en ce qui concerne le militantisme pour la paix, l'éducation populaire, c'est l'expression des gens dominés, des gens qui sont opprimés.

Aujourd'hui, on parle de la destruction de l'État-providence, et quand on regarde qui a fabriqué cet État-providence, c'est la classe ouvrière.

Quand nos parents et grands-parents, au début du siècle dernier, - lorsqu'ils ont été éduqués et organisés -, ont commencé à réfléchir, c'est eux qui ont mis en place ces solutions collectives d'évolution de la condition humaine, en sortant par le haut et en finissant par créer la sécurité sociale des services publics qui font que chacun d'entre nous sortait de sa précarité, de la peur du lendemain.

Ainsi, pour moi, c'est le produit de l'éducation populaire qui était la première arme et je parle bien d'arme, que les ouvriers, notamment les syndicalistes de la CGT, en 1895 ont mis en œuvre. Et la première mesure qu'ils ont mise en place, auprès des ouvriers qu'on recrutait au quotidien, est l'apprentissage de la lecture. Et je peux vous assurer que les tracts, entre les deux guerres, avaient un tel contenu de haut niveau de conscience politique qu'aujourd'hui, je ne suis pas sûr que les technocrates ou étudiants de Sciences Po arriveraient à les comprendre.





On arrive ensuite en 1936, puis à la période d'après-guerre où beaucoup de gens éclairés, notamment des syndicalistes, ont géré la situation sociale de l'époque. Parmi eux, Amboise Croizat qui a eu le génie de coordonner et de mettre en œuvre de nombreuses actions comme celle de la création de la Sécurité Sociale.

Il s'est appuyé sur cette éducation populaire qui avait fait de la classe ouvrière française une classe qui était capable, enfin des gens qui étaient capables d'établir un système national autofinancé, géré par eux-mêmes, dont le projet a été d'élargir à toute la population l'accès à la santé, quelle que soit la situation géographique, quelle que soit la situation politique ou économique de nos concitoyens. C'est la capacité de la classe ouvrière et c'est le fruit de l'éducation populaire. Une éducation populaire qui, bien sûr, compte tenu du résultat actuel a été bien mise à mal !

Vous avez toujours participé à ces initiatives parce que l'éducation populaire ne peut pas se dissocier de la culture cheminote. Et la culture cheminote, c'est avant tout la solidarité, et la solidarité aujourd'hui, c'est une chose qui nous manque dans notre société.

Il faut reconnaître que depuis les années 50, avec les formidables progrès techniques, technologiques et scientifiques, on est capable de tout comprendre, de tout faire et chacun a envie d'avoir aujourd'hui un métier qui lui permette d'être performant, d'aller encore plus loin. Et on a fait du travail l'alpha et l'oméga de notre progrès individuel ! Cette évolution s'est faite en oubliant ce qu'avaient fait nos anciens : voir leur émancipation à travers un progrès collectif et nous, aujourd'hui, on mise tout sur une société qui, au final, a transformé ses travailleurs politiques, « ces animaux politiques », comme le décrivait Aristote à son époque, en travailleurs consommateurs. Aujourd'hui, l'éducation populaire est donc confrontée à cela, à des gens qui travaillent et qui consomment. Et comment faire, comment leur donner la parole pour qu'ils puissent revendiquer ? C'est catastrophique comme situation ! Catastrophique parce que dans ce formidable élan technique, on a inventé un univers tout neuf, tout l'univers numérique dans lequel il n'y avait rien. 40 ans après, qu'est-ce qu'on y trouve : on y trouve la guerre, la spéculation, le sexe... On a constitué un univers virtuel. Est-ce que c'est nous qui avons décidé de cela ? Non.

Si on avait été dans la capacité d'être éduqué et organisé, on aurait occupé ce terrain de l'univers virtuel. Aujourd'hui, l'instant est grave car on voit bien que le mode de production et de consommation de la planète a ses limites, et que le discours libéral, qui dit que la société n'existe pas, que seul l'individu existe, ne nous sortira pas d'affaires et il y a urgence aujourd'hui à ce que l'on change tout. Alors, on ne part pas de rien pour tout changer. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu un élan humaniste radical très important. On a rédigé la Charte de l'ONU, on a rédigé la Déclaration universelle des droits de l'homme, et beaucoup de nations et d'États sur la planète ont pris au pied de la lettre ces résolutions et ont décidé que pour la sécurité collective, il n'était pas question d'utiliser la force. Des pays ont dissous leur armée, à l'inverse de la France qui, à l'instar de beaucoup d'autres puissances militaires, a choisi de faire ce qu'elle appelle la « paix armée ». En fait, c'est préparer la guerre. Or, il n'y a pas d'exemple où lorsque l'on prépare la guerre celle-ci finalement n'arrive pas !

Et aujourd'hui, c'est ce qu'on vit et on a besoin, pour contrer cette velléité, de nous emmener à la confrontation avec tout le monde et contre tout le monde, notamment dans notre pays, de faire de l'éducation populaire pour que chacun d'entre nous, chacune et chacun de nos concitoyens, puisse porter une parole différente en disant que la sécurité humaine ça n'a rien à voir avec la sécurité des États.

La sécurité des États, elle est codifiée, il y a des bombes, il y a des armées. La sécurité humaine c'est la solidarité et les droits, le droit international, notamment. Hors de cela, nous n'avons pas de sécurité. Et c'est de cela que je veux faire de vous des porte-paroles en tant que militants d'associations. Parce que l'éducation populaire, c'est vous. C'est vous qui en êtes responsables.

Il faut construire ce commun intellectuel qui fait qu'on va repousser tout ce qui nous pousse à la guerre, tout ce qui nous pousse à rejeter l'autre. Pour faire la guerre, une chose est indispensable : c'est d'avoir un ennemi ! Bilan de l'opération : c'est la culture de paix que le Mouvement de la Paix essaie de soutenir de tous ses petits moyens. Nous ne sommes que 2500 adhérents cette année, et j'en profite pour faire un appel car la paix a besoin de monde et le monde a besoin de paix, alors rapprochez-vous de nous.



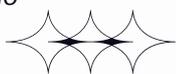
Eleanor Roosevelt tenant une affiche de la Déclaration universelle des droits de l'homme (en anglais), Lake Success, New York. Novembre 1949. (source : Wikipédia)

La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris, au palais de Chaillot, par la résolution 217 (III) A4. Elle précise les droits fondamentaux de l'homme.

Sur les 58 États membres de l'ONU à l'époque, quarante-huit ont adopté cette charte universelle. Aucun État ne s'est prononcé contre, mais huit se sont abstenus et deux n'ont pas pris part au vote.

Au début de l'année 1947, lors de sa première session, la Commission des droits de l'homme a établi un Comité de rédaction. Initialement composé de la présidente, Eleanor Roosevelt, du vice-président, P.C. Chang, et du rapporteur, Charles Malik, le Comité de rédaction sera élargi dans un second temps.

Le Comité de rédaction se réunit pour sa première session du 9 au 25 juin 1947, puis pour une deuxième session du 3 au 21 mai 1948. Le projet de Déclaration rédigé par le Comité et transmis pour discussion à la Commission des droits de l'homme, puis au Conseil économique et social, et enfin à l'Assemblée générale. De nombreux amendements et propositions seront encore proposés par les États membres de l'ONU au sein de ces différents organes.



La culture de paix, une des actions principales que met en œuvre le Mouvement de la Paix, c'est justement d'inventer des moyens et d'imposer à notre société des moyens qui font qu'on évite de se fabriquer des ennemis, et ça nous donne des éclairages politiques particuliers et très clairs. On ne peut pas avoir des amis en Afrique si on leur impose une monnaie, comme on le fait avec le franc CFA. Ce sont des détails qui paraissent insignifiants comme cela, mais on se fabrique des ennemis très facilement. Alors, au quotidien, on sait ce qu'il faut faire vis-à-vis de son voisin. Par exemple : ne pas garer sa voiture devant son garage pour qu'il puisse sortir son propre véhicule. Il faut élargir cela au domaine de la société. Et je pense que les associations dont vous faites partie et que vous animez ont un rôle à jouer là-dessus.

Comment fait-on pour ne pas marcher sur les pieds des autres et leur laisser un espace de liberté ? Parce qu'il y a deux choses importantes à souligner dont je voudrais vous parler et qui est la base de ma réflexion, c'est que la guerre est le fruit d'un cercle infernal d'exercices de domination qui commence par la plus répandue : celle des hommes sur les femmes et qui se termine par la plus abominable : celle des armes nucléaires qui sont des fours crématoires ambulants. En France, au moment où je vous parle, nous avons deux sous-marins nucléaires pouvant provoquer près de 2000 Hiroshima, soit près de 200 millions de personnes qui peuvent disparaître. Et cela, c'est pour assurer notre sécurité. Mais, on ne vous a pas demandé votre avis !

Il y a absolument besoin que cette éducation populaire instruisse, mais surtout aussi mobilise.

Et l'éducation populaire a ceci de particulier en soi, c'est que celui qui donne reçoit autant en retour. C'est-à-dire que lorsque quelqu'un vient informer sur un sujet défini ce dernier rebondit sur les gens qui l'écoutent, et c'est très réciproque. Ainsi, cette démarche mutuelle que nous pouvons avoir dans le cadre de l'éducation populaire est très importante. Et en tant que pacifiste, pour moi, la seule chose qui peut nous sauver c'est de passer de l'ère de la force vers l'ère de la parole.

Mon message est celui-là : l'éducation populaire nous appartient. Il ne faut pas attendre qu'elle vienne s'installer parmi nous. Même dans une association, et quelle que soit l'activité pratiquée par celle-ci, on peut aborder la question de la guerre et de la paix. C'est un sujet primordial d'échanges et de discussions, parce que l'arme nucléaire est une menace bien plus imminente que le réchauffement climatique.

Merci pour votre écoute.

Francisco Murillo : *Merci Michel ! Annie, tu incarnes le mouvement mutualiste auprès des cheminots, au sein de la Mutuelle Entrain. On sait combien il est primordial d'avoir une protection sociale, et on sait aussi qu'il y a des vides dans cette protection sociale.*

La Mutuelle Entrain a une place importante dans le mouvement mutualiste, et notamment auprès des salariés au sein de la SNCF. Plus largement aussi aujourd'hui, on connaît l'accompagnement auprès des retraités qui est crucial de nos jours. Et le mouvement mutualiste a pris racine au cours de l'Histoire. Est-ce que tu peux nous en dire quelques mots, s'il te plaît ?

Annie Missonnier : Le mouvement mutualiste est un mouvement qui est très mal connu, et si je demande dans la salle si vous avez une mutuelle, vous allez me répondre : « oui bien sûr ! », mais derrière cette mutuelle se cachera peut-être une assurance, une institution de prévoyance et pas forcément une véritable mutuelle. Et l'éducation commence donc par là. De savoir comment est votre complémentaire santé et de quel régime elle relève.

Dans les mutuelles on milite aussi ! Je voudrais ici juste faire un peu d'histoire. Le mouvement mutualiste remonte à des sociétés de secours et au compagnonnage. Dans chaque maison de compagnonnage, vous aviez une boîte, et dans cette boîte chaque compagnon qui passait mettait un sou. Cela servait lorsqu'un compagnon avait un accident. Ces sous venaient en secours à sa famille. Après, dans la deuxième moitié du 19e siècle, au moment de la révolution industrielle, on a commencé à parler de mutualisme. Ensuite, on a eu la période jusqu'à 1936, où là, le cadre mutualiste apparaît comme une protection sociale qui commence à répondre aux besoins des travailleurs. Et donc, cette adhésion mutualiste permettait à des familles d'avoir une meilleure protection sociale, d'accéder à des soins. Ensuite la guerre arrive, le mouvement mutualiste tombe un peu à l'eau.

En 1945, on arrive à la création de la Sécurité Sociale, comme l'a dit Michel, sous l'impulsion d'Ambroise Croizat et d'autres militants issus tous du monde ouvrier. Et c'est là aussi que commence l'éducation, car ils se sont aperçus qu'en tant qu'ouvriers, bien souvent, ils arrivaient avec peu de bagages, mais le fait d'aller militer leur a donné des bases, et ils ont pu créer cette fameuse Sécurité Sociale, dont la maxime était : « chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins ». Aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait le cas, nos énarques voudraient nous faire cotiser en fonction de nos besoins mais surtout recevoir en fonction de nos moyens. Et ça, ce n'est pas du tout ce qui avait été décidé en 1945.



Ambroise Croizat, ministre du travail entre 1946 et 1947 (source : Wikipédia) Né le 28 janvier 1901 à Notre-Dame-de-Briançon et mort le 11 février 1951 à Suresnes, est un syndicaliste et homme politique français, membre du Parti communiste français et fondateur de la Sécurité sociale.

**« chacun cotise en fonction de ses moyens
et reçoit en fonction de ses besoins ! »**





Dans le monde mutualiste, on se bat tous les jours pour éduquer nos militants par des formations, des prises de conscience au niveau des forums. Notamment, il y a tout un tas de formations fait pour éduquer justement parce que le service de soins étant complexe en France très peu de gens s'y intéressent.

Et dans les associations, vous apportez votre temps, dans certaines d'entre elles, vous aidez même parfois certaines personnes à apprendre à lire, à écrire, à calculer, à se remettre à niveau.

Dans les mutuelles de nos jours, vous devez rendre des comptes toute l'année à une instance qui s'appelle « autorité de contrôle prudentiel », qui va contrôler si vous, qui êtes issu du monde ouvrier, vous êtes capable de diriger une mutuelle. Elle vous oblige à de la formation, à éduquer les adhérents pour les sensibiliser aux problèmes de soins.

Et je souhaite aller plus loin, Robin parlait tout à l'heure de personnes isolées géographiquement qui ne peuvent pas se rendre à des spectacles, certaines personnes, à cause de cet isolement géographique, n'ont même plus accès à des besoins fondamentaux comme l'accès aux soins, et c'est un énorme problème.

La Mutualité essaie de pallier à ce non accès aux soins, y compris en ville, et je ne parle donc pas ici des déserts médicaux ruraux mais bien de déserts médicaux citadins. En effet, certains, en ville, n'ont pas accès aux soins parce qu'ils sont identifiés comme ne parlant peut-être pas français. Notre rôle au niveau de la mutuelle, c'est d'aller dans ces lieux pour sensibiliser toutes les personnes qui sont autour afin que ces attitudes changent. D'autres que nous, issus du monde associatif, agissent dans le même sens, mais le monde associatif et le monde mutualiste sont différents, car leur but à l'arrivée n'est pas le même.

En mutualité, au niveau de la Mutuelle Entraïn ou de « Harmonie », la plus grande mutuelle de France, l'autorité de contrôle prudentiel voudrait que les principaux dirigeants des mutuelles soient des personnes nommées et non élues par les adhérents. Car étant élus par les adhérents, il n'y a pas de hiérarchie, alors que si l'autorité de contrôle prudentiel nommait quelqu'un, elle pourrait avoir des pressions sur lui. C'est-à-dire des pressions sur les fonds, sur les prestations, les cotisations, les frais de gestion... Donc, c'est à nous, mutualistes, de faire cette éducation populaire pour justement montrer, entre autres, que les frais ne sont pas forcément des frais de gestion mais qu'ils représentent aussi de la prévention. Il faut donc faire attention, notamment à ce que disent les médias sur ce sujet, comme l'UFC - Que Choisir l'a fait récemment.

S'agissant de la prévention, à la Mutuelle Entraïn ce qui nous tient particulièrement à cœur, c'est la santé des femmes. Cela fait deux trois ans que c'est notre fil rouge. Je vous invite tous à nous rejoindre. Et si vous avez des sections de la Mutuelle Entraïn près de chez vous, rencontrez-les et discutez avec elles lors des forums qu'elles organisent. J'ai moi-même assisté à un forum de la Mutualité Française sur la fin de vie, et ce n'est pas du tout la même vision que veut nous faire croire le gouvernement, et c'est de là que part l'éducation populaire. Merci !



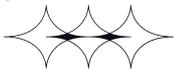
Francisco Murillo : *Merci Annie. Robin, on a évoqué un peu ce qu'est l'éducation populaire dans une société libérale comme la nôtre. Comment à travers un théâtre national comme celui de la Criée, tu arrives à concrétiser tout cela, et je sais que tu as quelque chose à nous dire sur le sens de l'action artistique et culturelle dans le monde du travail salarié. Je t'invite à développer ta vision sur le monde salarié : est-ce un monde exclu de l'accès à l'art et à la culture ? A l'UAICF, on est la démonstration que par le passé ce n'était pas le cas, mais aujourd'hui, qu'en est-il ?*

Robin Renucci : C'est bien de faire le distinguo entre art et culture, car la culture c'est aussi tout ce qui nous aliène, et notamment les plus jeunes. On voit qu'ils manquent autour de nous aujourd'hui. La culture peut être aliénante, alors que nous, nous parlons de culture émancipatrice, c'est-à-dire qui nie toute domination et qui donne la place à la différence et à la singularité de chacun. Mais la culture peut être aussi une culture des us et coutumes qui peut être addictive et aliénante. Nous avons aujourd'hui à faire face à une culture des réseaux sociaux, que vous connaissez, qui sont dans le croire plutôt que dans la raison.

On constate que, politiquement, on arrive à un taux d'abstention énorme. On va le voir dans quelques jours, on peut espérer qu'il décroisse. On s'est rendu compte, lors du dernier scrutin, que la jeunesse votait moins. Alors devenir citoyen par la capacité de penser un peu plus par soi-même, c'est aussi le faire de manière collective.

Dans le monde du travail, tu as évoqué le terme « libéral ». Un monde libéral, qu'est-ce que c'est ? C'est un monde où la compétitivité et la compétition de tous contre tous existent, et où la libre concurrence est la base même du libéralisme. Il n'y a justement pas de société dans le libéralisme. Il y a eu Margaret Thatcher, vous vous souvenez, et son affirmation : « There is no Society ».

Il y a des individus qui sont chacun des entrepreneurs. On arrive à avoir des gens qui ont 25 ans, qui sont auto entrepreneurs, qui sont bien dans le monde du travail mais qui sont absolument seuls et isolés. L'auto entrepreneur qui consiste à dire à des jeunes gens qu'ils sont eux-mêmes, mais surtout pas en situation de mutualiser, de se syndiquer, pas en situation de se solidifier par la solidarité, d'être solides, d'être tout simplement ensemble. Donc cette question du travail et du syndicat, elle est essentielle. Ce sont en effet les syndicats qui ont construit la pensée de 1936. Il faut rappeler aussi Jean Zay et des ministres qui étaient là pour le permettre. Que le CNR (Conseil National de la Résistance) c'est bien sûr le monde syndical, mais c'est aussi une union politique, incapable de se faire aujourd'hui. A l'époque, la CGT, bien sûr, la force de la CGT, mais aussi une union politique qui est capable alors de se fédérer dans les meilleurs endroits, y compris d'ailleurs grâce à la laïcité. Mais aujourd'hui, le programme du CNR, on passe son temps dans le monde libéral à le détruire. C'est le projet de la destruction du programme du Conseil National de la Résistance qui était vraiment la non collusion entre la presse et les grandes industries du monde industriel. Aujourd'hui, nous savons que les patrons de presse sont les grands industriels qui dominent les médias, parce que ce que c'est le lieu de la fausse information désormais. Donc du croire et plus du raisonnable. Il y a des chaînes entières de télévision qui véhiculent des croyances absolument imbéciles, qui forgent l'animosité et la création de l'ennemi. C'est-à-dire, on le crée cet ennemi, on ne cherche pas l'opposition fertile dans le débat pour permettre de comprendre la différence de l'autre, et même de penser contre soi ce qui est essentiel pour pouvoir transformer son champ de vision. Parce que l'intelligence ou la capacité de l'autre à exprimer ce qu'il est nous transforme.



“on ne cherche plus l'opposition fertile dans le débat qui, selon moi, est indispensable : comprendre la différence de l'autre, penser contre soi pour pouvoir transformer son champ de vision”

Donc, collusion des médias, des grands empires, des banques, avec le monde, avec le privé et le monde de la presse est entré en politique. Alors que le CNR avait fait une digue et un barrage absolument extraordinaire qui est oublié aujourd'hui, et même dans un projet de destruction par le néo-libéralisme, par ce fait qu'on ne fait pas société mais qu'on est des individus libres de concurrence, en gros, dans un cadre privé et pas d'intérêt général. Le secret, je crois, dans le monde du travail, c'est de reconstruire ce que vous êtes, et ce que nous faisons, ce que nous tentons de faire dans le champ syndical, du champ de l'union qui permet à chacune et à chacun de penser un peu plus par soi, de débattre, de se retrouver, à un moment ou à un autre, pour parler ensemble, pour travailler ensemble la dimension politique, et la reprendre en main dans son cadre du travail, parce que c'est la base même.

Donc, éducation populaire et travail, santé et travail, qui est la santé mentale de toute cette capacité à penser mieux. Et que le corps qui souffre tant au travail aujourd'hui, en tant qu'employeurs, nous savons que nos responsabilités sociales d'entreprise résident beaucoup dans la souffrance, à nouveau au travail. Dans une aliénation par le travail.

Une autre assignation, c'est quand on rentre le soir, on n'a pas envie de se réunir dans son entreprise pour parler ensemble ou pour construire la lutte parfois, mais aussi ne serait-ce que la réflexion syndicale.

Donc je pense que c'est là l'avenir, c'est d'y croire, de ne pas rester sur une note négative dans un monde libéral dans lequel nous sommes entrés, même néo libéral très violent, d'un capitalisme compulsif. Mais il faut créer un capitalisme d'investissements, celui qui consiste à former des enseignants, rémunérés correctement, à reconstruire donc du corps enseignant, digne de transmettre des valeurs et des forces. Et je crois que dans le cadre artistique dont tu parles, et même au sein des entreprises, il faut retrouver le sens de la langue. Enfin des mots qui donnent à penser et qui font que chacun puisse s'en emparer, s'y retrouver. C'est retrouver la capacité d'agir par la langue de chacune et chacun au sein de l'entreprise. Parce que nous sommes parfois éteints dans nos entreprises, dans notre travail. La parole ne circule plus et ça passe parfois par de la lecture à voix haute, par des ateliers. Au Théâtre de la Criée nous organisons des formations, des formations pour les enseignants, pour les amateurs, pour les salariés, pour qu'ils puissent s'emparer de cette dimension là, dans la dimension de la pratique. C'est comme ça que je différencie l'art et la culture : la culture, c'est apprendre l'histoire de la natation au cours des siècles, et l'art, c'est apprendre à nager. Et nous sommes devenus un peu paresseux, et pour prendre l'exemple des vacances, dans les CCAS, les vacanciers préfèrent souvent aller à la plage plutôt qu'assister à des ateliers ou, comme ici, à des forums. Un confort qui ne nous permet plus de nous lever pour agir. Il ne faut pas perdre cette énergie à se dresser contre, il faut se lever pour se dresser. C'est ce que j'ai envie de dire comme parole de fin. Tout part de ça !



Francisco Murillo : *Merci Robin. Nicolas, l'action artistique et culturelle a-t-elle été un moyen de résistance et de résilience face à l'oppression endurée dans les camps ?*

Nicolas Sadoul : C'est une vaste question, à laquelle je répondrais en évoquant l'histoire du Camp des Milles et, pour faire le lien avec ce que vient d'évoquer Robin, donner des exemples actuels. D'abord, comme je vous le disais tout à l'heure, le Camp des Milles a été ouvert en septembre 1939, sous la 3ème République sur la base d'un décret-loi de Daladier qui, en 1938, crée les camps de rétention et de détention pour les « indésirables ». Quand Pétain va arriver au pouvoir en juin 1940, il n'aura même pas besoin de se poser la question de la base juridique de ces camps, elle existera déjà.

Donc, de septembre 1939 à juin 1940, pendant la « drôle de guerre », 1ère période du camp, durant laquelle sont internées des personnes considérées comme des ennemis internes qu'il faut débusquer, car étant allemandes ou autrichiennes, elles sont jugées potentiellement dangereuses comme espions.



Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, élu démocratiquement, ne l'oublions jamais, après l'Anschluss et les différentes annexions, un certain nombre d'intellectuels allemands ou autrichiens, juifs et non juifs, fuient l'Allemagne, et viennent, se réfugier en France, auprès de laquelle ils trouvent asile politique. Notamment sur le littoral méditerranéen, comme à Sanary-sur-Mer, qualifiée après les années 1938 de « petite Allemagne » où des prix Nobel, des grands écrivains, des artistes s'y réfugient. Ce sont donc ces personnes-là qui, pas seulement parce qu'elles sont juives, mais beaucoup le sont, vont se retrouver internées au Camp des Milles !

Face à cette incompréhension de l'internement, à cette absurdité, et aussi pour continuer à exister, sur place, elles vont créer, elles vont peindre, sculpter et réaliser même des fresques sur les murs. Parfois même, à la demande des gardiens qui sont des français, pour certains recrutés dans le village situé à côté du camp.



Dans ce camp, se trouvaient également présents des légionnaires, dont l'histoire est très bien racontée par Lion Feuchtwanger dans son livre « Le Diable en France ». Lion Feuchtwanger est une star de la littérature européenne à l'époque, il se retrouve lui-même interné au Camp des Milles, d'où il en sera exfiltré lors de la 1ère période. Son livre « Le Diable en France » est l'un des matériaux le plus important des équipes d'historiens du Camp des Milles pour comprendre la vie durant la 1ère période du camp.

Ainsi, plusieurs centaines d'œuvres sont créées. On y trouve même des esquisses de cours de peinture dans la cour du Camp des Milles. Il y a donc eu des formes d'éducation populaire, pour lutter contre l'absurdité et le déni. Parce que lorsque l'on est créateur, ce que l'on sait faire de mieux, c'est créer ! Et puis parce que c'est une forme de résistance. Cette notion de création, de résistance par la création est un des éléments très importants du Camp des Milles. Mais dans la 3ème période, durant l'été 1942, lors des déportations, créer deviendra difficile, voire totalement impossible.

“ résister par la création ”



Vous voyez dans ces première et deuxième périodes - septembre 39 / juin 40 et juin 40 / été 42, la question de la création par l'art est très importante !

Avec des archéologues, nous avons mis en exergue le travail de ces artistes. Le fait que l'usine ait repris son activité industrielle à la Libération jusqu'en 2006 est un des éléments qui a permis de garder ce lieu intact contrairement à d'autres camps. Il faut savoir qu'il y avait en France plus de 300 camps en zone non occupée pendant la seconde guerre mondiale. La plupart étaient en planches en bois, comme à Rivesaltes, à Gurs ou à Toulon. C'est pourquoi le Camp des Milles est le seul camp français encore intact et l'un des tout derniers en Europe.

Donc, vous voyez, à partir de cet exemple historique, dont on peut en tirer beaucoup de leçons, comment le créateur, l'artiste, pris dans le tumulte de l'histoire, pris dans des drames terribles, a continué à exprimer ses émotions et ses pensées à travers la pratique de son art.

Parce que même si le camp n'était pas un lieu de travail, un lieu d'extermination, des gens sont morts parce que les conditions de vie y étaient exécrables. Près de 10 000 personnes ont été internées dans un lieu qui n'était absolument pas pensé pour ça. Pas d'hygiène, peu de nourriture, l'angoisse de l'arrivée des nazis, la livraison par Laval et Pétain de 10 000 juifs de la zone occupée en 42, qui se terminera par des déportations. On en tire des leçons, on rend hommage, on commémore. On a créé une ligne éditoriale, un travail programmatique autour de « créer pour résister ».



Lion Feuchtwanger, 1933
(source : Wikipédia)

On a bâti un auditorium de 300 places dans lequel il y a une programmation, certes scientifique, classique pour un lieu comme le nôtre, puisque c'est un lieu de recherche, un lieu de formation, de séminaire scientifique. C'est aussi un lieu de programmation artistique, culturelle, de spectacles vivants, de théâtre, de chant lyrique.

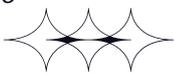
Le Camp des Milles a ainsi plusieurs programmations comme, par exemple actuellement, une exposition sur la 30ème année de commémoration du génocide des Tutsis au Rwanda. Nous avons souhaité demander à des artistes africains, certains rwandais, d'autres non, de nous dire, par leurs créations littéraires, picturales, sculpturales, comment peut-on être créateur, artiste, après un génocide !

Aujourd'hui, dans le rapport individualité/collectif, avec le phénomène de la globalisation de la culture est trop souvent synonyme de consommation de biens culturels. L'étiollement de la capacité d'indignation et de construction de communs pour les luttes apparaissent de moins en moins lisibles. La mobilisation par l'émotion et la connaissance des auteurs et des œuvres, par la praxis, comme l'évoquait Robin, c'est-à-dire faire en donnant du sens grâce par la création artistique, est un élément plus important encore que dans les après guerres.

Aujourd'hui encore, c'est quelque chose qu'il nous faut travailler, qu'il nous faut mobiliser. Et sans doute, les artistes, par leur capacité à prendre des chemins de traverse, à mobiliser la pensée latérale, à réfléchir sur ce qu'ils aiment au fond d'eux-mêmes, avec la volonté de nous le faire partager, sont sans doute celles et ceux avec qui les citoyens peuvent faire résonner la voix de ceux qui ne se résignent pas pour nous pousser à agir.



Camp des Milles - Théâtre "Katakombe"



Pour ce faire, nous avons un dispositif au Camp des Milles, appelé « Projet Label Citoyen », qui est une déclinaison de la Chaire UNESCO que nous pilotons avec Aix-Marseille-Université et qui regroupe 20 pays autour des sciences de l'homme, de l'éducation à la citoyenneté, de la convergence des mémoires... et pas de la concurrence mémorielle.

Ce dispositif vise, dans un premier temps, à mobiliser par la formation, des collectifs, pour les inciter à proposer des idées de projets lors de formations, et à les accompagner pendant 3 ans pour que ces projets aboutissent. Il s'agit de divers collectifs, tels les Centres Sociaux des quartiers du nord de Marseille, ou à Aix, des associations d'éducation populaire, d'enseignants, des collectifs de fait...

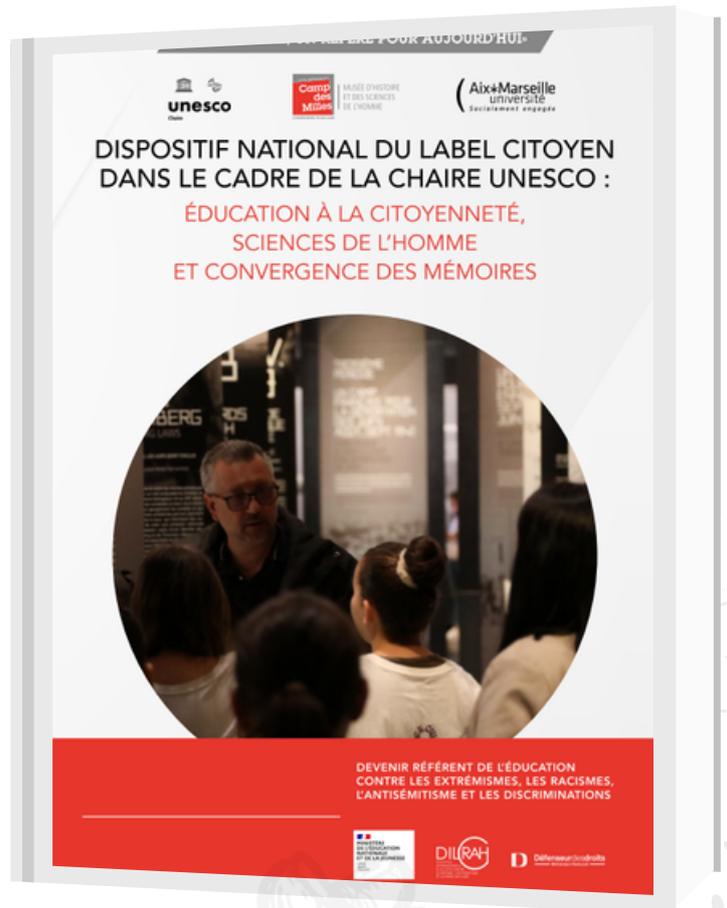
Ainsi nous accompagnons tous ces différents collectifs, dans des initiatives ayant un lien sur la question mémorielle mais pas obligatoirement un lien direct.

Cela peut concerner des projets tels que la rédaction d'infos lettres sur l'égalité Femmes/Hommes, au sein d'un service d'Aix-Marseille Université, l'organisation d'un voyage mémoriel. Un autre exemple, celui du centre social Jean-Paul Coste à Aix qui, il y a quelques années, ont permis à des jeunes d'adapter le livre « le Diable en France », en imaginant qu'un régime autoritaire venait d'arriver au pouvoir en France et décidait, avec les nouvelles technologies, de rouvrir le Camp des Milles, pour y interner les singuliers, les iconoclastes, les différents et les contestataires.

Ce sont des jeunes du centre social, avec le professeur de l'atelier Rap et un ou deux artistes venus en appui, qui ont créé ce spectacle. Deux ans après, la plupart de celles et ceux qui avaient été les initiateurs et les acteurs de ce projet ont joué ce spectacle de manière professionnelle.

Cette année, qui doit être la 12ème, ce spectacle, appelé N° 187, n'est joué que par des professionnels. C'est assez inspirant pour parler des questions de rapport à la démocratie, d'autorité, de fragilité, de la question de l'enfermement et de l'utilisation des nouvelles technologies. A la Fondation du Camp des Milles, cela passe par cette dimension de création de projets avec des personnes totalement différentes, ainsi que par la programmation artistique et culturelle.

Le travail scientifique, le travail de dévoilement, le travail de programmation assez classiques sur un site mémoriel, voilà les trois aspects, les trois axes de l'action que nous menons.



source : www.dilcrah.gov.fr

Francisco Murillo : *Merci Nicolas. Alors, nous allons poursuivre, mais revenons à toi Robin. Est-ce que tu souhaites dire un mot avant de devoir t'en aller ?*

Robin Renucci : Non, merci. Merci beaucoup pour votre invitation, et désolé de devoir vous quitter parce que le travail aussi m'appelle.

Cela m'a fait vraiment plaisir de participer aujourd'hui à ce forum sur l'éducation populaire que vous avez organisé. Avant de m'en aller, je dirai juste un dernier mot : votez le 9 juin prochain aux élections législatives !

Francisco Murillo : *Bon retour à toi Robin. A présent, Michel, le Mouvement de la Paix est actuellement en pleine action autour de l'art et la culture. Que peux-tu nous en dire ?*

Michel Dolot : L'art est quand même quelque chose d'essentiel pour la prise de conscience.

Au Mouvement de la Paix, on a ainsi des liens intimes avec Picasso, bien que son comportement avec le monde féminin ait beaucoup fait parler. Son engagement vis-à-vis de la question de la paix avec le Mouvement de la Paix a fait que nous avons pu obtenir les droits d'exploitation de son œuvre « La colombe de la paix ».





Mais, ce n'est pas pour cela qu'il est important. Picasso, il a peint Guernica et Guernica ayant été un choc pour l'Europe, le bombardement des villes a quasiment été interdit. En 1939-1945, il a fallu, entre guillemets, une « bavure » de l'aviation anglaise bombardant une ville allemande pour que le déchaînement des bombardements des villes redémarre.

Aujourd'hui, il existe une initiative de la Ligue féminine internationale pour la paix et la liberté (WILPF) pour obtenir un traité interdisant de bombarder les zones habitées. Cette Ligue est une ONG internationale, pacifiste et féministe, qui s'est créée en 1915, et qui est très importante au sein de l'ONU. Voilà une anecdote autour de la puissance de l'art de Picasso.

Pendant la guerre du Vietnam, j'ai eu le sentiment que c'est grâce à l'art que les choses ont basculé. Lorsque Jimmy Hendrix à Woodstock termine son solo de guitare de l'hymne américain dans un bruit de bombardement et de larmes. Lorsqu'un photographe fait presque au même moment une œuvre d'art avec la photo d'une gamine courant devant le napalm et alors que des millions de gens manifestaient aux Etats-Unis pour que Nixon arrête les bombardements, je pense que ces deux œuvres d'art ont permis aux événements de basculer. Il devenait impossible de bombarder après ces deux réalisations artistiques. Et c'est pour ça que l'art est un moteur incontournable de compréhension et de vision du futur et du monde.

Au sein du Mouvement de la Paix, nous avons cette tradition artistique. Ainsi, lors de notre congrès de 2021, nous avons décidé d'organiser chaque année un festival qui s'appelle « Les Arts en Paix ». Ce festival se déroule en mai sur une semaine au cours de laquelle on permet à la population de participer à une réflexion collective sur la culture de paix à travers l'art.

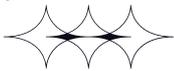
Cette année, dans le cadre de cet événement, les cheminots de la région PACA ont organisé un concert et d'autres initiatives, notamment sur Miramas. De plus, le CASI de PACA, en partenariat avec le Mouvement de la Paix, a créé les conditions pour qu'un atelier d'écriture sur la paix soit animé par son personnel au sein de ses bibliothèques.

L'idée c'est qu'à travers l'expression artistique, on puisse dessiner un avenir désirable. Parce qu'en fait l'avenir qui nous est destiné, on ne le maîtrise pas, on nous impose les choses. Alors, autant rendre l'avenir désirable par l'expression des gens et autrement que par la publicité. Je pense que l'expression artistique, le fait de chanter, de dessiner, de cuisiner, de faire des compositions florales, où l'on s'adresse à l'autre à travers des mots aimables, sans préjugés, avec de la bienveillance, une semaine par an, ce n'est pas trop demander !

Et on a besoin de la participation de tout le monde. Entre autres, et quelle que soit son activité pratiquée, le monde associatif est invité à s'inscrire auprès des comités locaux, partout où s'organise cette semaine « Les Arts en Paix », pour faire connaître cette culture de paix. Parce que la culture de paix, ce n'est pas quelque chose qui est nébuleux.

Il y a huit domaines d'action qui encadrent, d'un point de vue culturel, les objectifs politiques décidés par l'UNESCO et les Nations Unies, de façon à sortir de l'ère de la force pour passer dans celle de la parole. Puisque l'on parle d'éducation et de culture, il y a l'éducation à la paix. Alors, petit préambule, ces huit domaines d'action se sont comme les poupées russes, on ne peut pas imaginer l'éducation à la paix sans y introduire les autres domaines d'action que je vais citer. Donc, il y a l'égalité, notamment l'égalité Femmes / Hommes, qui est la matrice de toutes les autres égalités.





Tant que l'on n'aura pas établi l'égalité entre les femmes et les hommes, il sera compliqué de combattre les autres inégalités. Le jour où on arrivera à rendre égaux tous les êtres humains sur cette planète, notamment quel que soit leur sexe, les autres formes de domination, donc d'inégalités, disparaîtront.

Ensuite, il y a les processus démocratiques. En la matière, en ce moment, quand vous parlez d'un monde désiré, on voit bien qu'ils ne sont pas très respectés parce qu'on nous vous vend un monde à coups de publicité, à coups de 49,3. Donc, bilan de l'opération, ce n'est peut-être pas les processus que nous voulons.

Puis, il y a aussi les droits humains. Je fais ici un petit aparté par rapport aux services publics. On a la classe ouvrière que j'évoquais tout à l'heure. La classe ouvrière elle est géniale. Grâce à elle, il a été obtenu la chose suivante : celle de dire qu'en mesurant la quantité de richesse produite au quotidien en tant que travailleur, on en produit assez pour dire que les besoins fondamentaux qu'on a tous deviennent des droits fondamentaux. Et cette notion de droit est essentielle parce qu'elle permet de nourrir la solidarité. Ainsi, si quelqu'un ne bénéficie pas de son droit, c'est le mien qui est atteint de fait.

Aujourd'hui, lorsque l'on parle de besoins fondamentaux, pour répondre à ces derniers, on nous met en avant les marchandises qui sont distribuées par qui ? Par le marché, avec les inégalités que nous connaissons, où on va y mettre un peu de charité, où pour le pauvre qui ne peut pas accéder à ce marché on va créer une fondation. Alors que dans le cadre du droit, des droits fondamentaux, on ne peut pas mettre un marché. On est obligé de créer des institutions démocratiques, responsables qui ont chacune, pour le droit qu'elles doivent défendre, l'exigence d'amener à égalité de droits, à chacun de nos concitoyens, quel que soit l'endroit en France, la situation politique et économique de ces derniers, l'accès à ce droit fondamental.

A la SNCF, cela fait des années que les cheminots les défendent contre vents et marées. Ils sont bien seuls, justement parce que l'éducation populaire on l'a abandonnée. Si on avait continué à la faire dans nos organisations, nos associations, les gens feraient la différence entre le terme de besoins fondamentaux et celui de droits fondamentaux. Deux mondes qui sont deux mondes bien différents ! Et donc les droits humains font partie de la culture de paix.

Après les processus démocratiques que j'ai évoqués tout à l'heure, il y a aussi la tolérance, le fait de vivre avec l'autre.

Nous avons aussi en France la question de la laïcité qui est malmenée, et vis-à-vis de laquelle, là aussi, il faut absolument conduire une éducation populaire pour amener à la paix.

Je parlais tout à l'heure de l'ennemi contre l'ennemi. Contre l'ennemi, il faut désarmer. Mais nous, la culture de paix elle parle de démilitariser les relations internationales. Cela sous-entend que si tu mets en œuvre des processus qui évitent d'avoir des ennemis alors tu n'as plus besoin d'avoir des relations militarisées.

Cela n'exclut pas la force, car les états ont quand même la responsabilité d'assurer une situation stable qui permette à tous de bénéficier des droits fondamentaux évoqués tout à l'heure. Il faut donc des forces, des forces de police. Mais pour se protéger des méchants qui traînent sur la planète, nous n'avons pas besoin de bombes atomiques, de bombes et de guerres, comme celles que l'on perpétue sur le plan de la planète !

Les Nations Unies définissent la Culture de paix comme « ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats »

La culture de paix, c'est un outil qui est à notre disposition. La France a signé la résolution pour la mettre en œuvre, mais elle manque de bras, et à travers l'éducation populaire, je vous invite à vous renseigner sur le sujet pour voir, chacun dans votre domaine d'activité, comment vous pouvez cultiver la paix en interne. Et à commencer par vous demander : est-ce que l'égalité femmes / hommes est bien respectée dans mon association, dans ma sphère d'activité ?

Merci pour votre écoute !

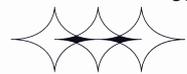
Francisco Murillo : *Merci Michel. Annie, tu as certainement quelque chose à nous dire sur la question de la mutualité, de l'art et de la culture ?*

Annie Missonnier : En mutualité, nous soutenons des actions. Par exemple, en ce qui me concerne, sur la région Auvergne, je soutiens une association qui s'appelle « Oasis », au niveau de laquelle sont réalisés des tatouages. Ce sont des tatouages pour permettre aux femmes qui ont eu des cancers du sein de se réapproprier leur corps. Elles se font faire des tatouages, et une fois par an, elles font comme des défilés de mode, à l'Opéra de Clermont, en présentant leur corps tatoué.

Dernièrement, la Mutuelle Entrain a été sollicitée par une association de Limoges, dans le cadre de la campagne annuelle de sensibilisation au cancer du sein d'Octobre Rose, afin de la soutenir en faisant des clichés de femmes qui ont eu des problèmes de cancer du sein, pour les mettre en valeur et réaliser une exposition.

La Mutuelle Entrain a été également aux côtés de l'UAICF, à l'occasion de concours photo organisés ensemble.





Annie Missonier : En mutualité, nous soutenons des actions. Par exemple, en ce qui me concerne, sur la région Auvergne, je soutiens une association qui s'appelle « Oasis », au niveau de laquelle sont réalisés des tatouages. Ce sont des tatouages pour permettre aux femmes qui ont eu des cancers du sein de se réapproprier leur corps. Elles se font faire des tatouages et une fois par an, elles font comme des défilés de mode, à l'Opéra de Clermont, en présentant leur corps tatoué.

Dernièrement, la Mutuelle Entrain a été sollicitée par une association de Limoges, dans le cadre de la campagne annuelle de sensibilisation au cancer du sein d'Octobre Rose, afin de la soutenir en faisant des clichés de femmes qui ont eu des problèmes de cancer du sein, pour les mettre en valeur et réaliser une exposition.

La Mutuelle Entrain a été également aux côtés de l'UAICF, à l'occasion de concours photo organisés ensemble.

Nous avons également été partenaire pour la publication d'un livre.

L'art et la culture nous tiennent à cœur. C'est pourquoi, y compris dans nos agences, nous avons aussi des expositions de peintures et de photos.

L'art n'est pas forcément le livre, ça peut être également la personne. Car quand quelque part dans son corps on a été mutilé, que ce soit par des bistouris ou par la parole, je pense qu'on a besoin de se raccrocher à quelque chose. L'art et la culture, c'est ce qui permet de se raccrocher. Et comme on parlait tout à l'heure de l'éducation, c'est aussi se rapprocher de la personne pour pouvoir lui permettre de réaliser cette expression de l'art ou de la culture sous toutes ses formes.

Francisco Murillo : *Merci Annie. Avant que nos échanges sur l'éducation populaire ne se terminent, merci à Annie, à Michel et à Nicolas de bien vouloir nous dire ce qu'ils ont envie de nous communiquer en conclusion de ce forum.*

Annie Missonier : Je vous remercie pour votre invitation parce que c'était un débat, un forum, très très intéressant, et qui je pense devrait être décliné, peut-être dans nos sections mutualistes, mais aussi partout dans les associations. Cela permet d'éclairer sur ce qui se passe autour de nous, et de prendre conscience de tout ce que le néo libéral fait de mal dans notre société, y compris au niveau de la démocratie.

Merci.

Michel Dolot : Moi pour conclure, je crois que nous ne pouvons pas parler aujourd'hui de la paix sans évoquer Gaza et le travail qui est fait notamment par de nombreux pays, y compris en France et à travers beaucoup d'initiatives, sur la question autour du droit et de la Cour de justice internationale qui sont pour l'instant les seuls outils dont on dispose, nous en tant que citoyen, pour pouvoir obtenir l'arrêt des bombardements et un cessez-le-feu. Il faut continuer à insister pour réclamer ce cessez-le-feu immédiat et sans conditions afin d'arrêter le massacre de la population civile. De même pour celui qui se passe en Ukraine, même s'il est moins sanglant, car les Ukrainiens peuvent fuir contrairement aux palestiniens à Gaza.



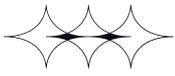
Octobre Rose en Auvergne | Mutuelle Entrain

L'obtention de ce cessez-le-feu c'est une question lourde, c'est une préoccupation au quotidien parce ce que nous avons lié des relations avec les gazaouis, tout comme des cheminots présents, eux aussi, à certains congrès de la paix organisés en Cisjordanie tous les ans. Nous avons ainsi créé des liens avec des gens qui vivent à Gaza.

Quand on voyage, on rencontre des gens formidables qui, un peu comme ce qui s'est passé d'ailleurs au Camp des Milles avec les personnes qui y étaient enfermées, sont des gens qui ont de la créativité et qui gardent de l'espoir grâce à cela.

Je souhaitais donc conclure en ayant une pensée pour ces gens-là. Parce que le militantisme pour la paix, c'est aussi empêcher que cela se reproduise, et quand on a les moyens comme on les a en ce moment avec le droit international, il faut crier fort pour que ce massacre s'arrête. Aujourd'hui, on ne crie pas dans le vide, on a des réseaux, il y a aussi des résolutions de l'ONU. On a des décisions de justice et il faut s'appuyer dessus. C'est le droit des peuples. Si les États, pour assurer l'ordre, la sécurité de leurs intérêts vitaux, ont des moyens colossaux pour les défendre : des bombes atomiques, mais également des militaires et des bases à l'étranger. Nous, en tant que citoyens du monde, la seule protection que nous pouvons avoir c'est la solidarité entre nous tous et le droit à la justice. Donc justice, solidarité et paix, c'est ce triptyque qu'il faut absolument avoir à l'ordre du jour dans notre quotidien, et ça peut sauver les gazaouis.





Nicolas Sadoul : Oui, cessez-le-feu immédiat, et sans oublier la libération des otages qui sont des gens qui n'ont pas demandé grand-chose dans cette histoire-là. Sans oublier les deux. En n'oubliant pas, non plus quand même, que ce que montre l'histoire c'est que le racisme et l'antisémitisme, mais aussi la xénophobie, sont les carburants des extrémismes, des carburants qui poussent aux radicalisations. Ce sont les éléments qui font basculer à un moment donné une société démocratique vers l'autoritarisme, puis vers des dimensions plus arbitraires encore qui aboutissent aux crimes de masse, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, voire aux génocides. Il faut avoir aujourd'hui en tête que si on pouvait autrefois laisser passer une blague raciste ou antisémite, aujourd'hui il faut dire « stop ». Parce que laisser faire, laisser dire en période de tensions, dans notre pays ou en Europe, participe à nourrir la tendance vers l'autocratie et vers l'affaiblissement de la démocratie. Nous avons des moyens d'espérer, par l'éducation populaire, des moyens d'espérer pour nous, militants, acteurs, citoyens. L'espoir, ça se concrétise en actions. Vous avez des formes d'actions autour de vous, y compris portées par des jeunes. Des formes différentes que des sociologues ont dénommées des « engagements Post-it ». Cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas mais ils ont des durées plus courtes sur des thématiques mobilisatrices, et quand elles ne le sont plus, quand il y a des contraintes de pouvoir, des contraintes financières, on passe à un autre engagement. Nous notons par exemple des engagements aujourd'hui de jeunes dans la lutte pour la préservation du climat, en faveur des réfugiés au sein d'une belle institution que nous connaissons tous qui est SOS Méditerranée. Nous avons des jeunes qui découvrent l'engagement par cette entrée-là. Bref, nous ne sommes pas tenus de regretter un passé mythique, une éducation populaire politique engagée contre tous les fronts et aujourd'hui avoir le sentiment d'un désert qui ne nous conduirait qu'à baisser les bras. Non, chacun peut agir, chacun peut résister, chacun à sa manière. Et je crois que vous en êtes l'exemple. Nous pouvons encore compter sur des forces vives !

Merci en tous cas pour votre invitation et de votre patiente attention !

Francisco Murillo : *Merci à vous trois. Le forum touche désormais à sa fin.*

Ce forum était avant tout dans la continuité des travaux de l'Assemblée Générale de l'UAICF de l'an dernier mais aujourd'hui il faut surtout mettre en avant la richesse de s'instruire mutuellement de nos expériences. C'était le sens de notre réflexion que de pouvoir amener une expérience autre à celle que nous vivons actuellement dans notre entreprise à travers les associations. C'était nous éclairer et nous permettre de nous éclairer par nous-mêmes afin de pouvoir construire l'activité de demain. C'était le sens de ce forum.

La question d'éducation populaire reste centrale et le sera encore compte tenu d'une société qui sclérose le genre humain et qui joue au jeu de la marchandisation. Et qui oublie la souffrance des peuples, des populations et en ce sens-là, au niveau du bureau du siège national de l'UAICF, nous ne pouvons pas mettre de côté un tel sujet qui est au cœur même de l'activité de notre association et de son ADN.

Merci à nos invités pour leur présence et leurs interventions. Merci aussi à toutes et à tous d'avoir assisté à ce forum ! Enfin, merci également à Albert Peiffer de l'UAICF de Sète pour les prises de vue et à Louis Laurent, de l'UAICF de Marseille, pour le son !



www.mvtpaix.org
9 rue Dulcie September
93400 Saint-Ouen
01 40 12 09 12
national@mvtpaix.org



theatre-lacriee.com
30 quai de Rive Neuve
13007 Marseille
04 91 54 70 54
contact@theatre-lacriee.com



www.campdesmilles.org
40 chemin de la Badesse
13290 Aix-en-Provence
04 42 39 17 11
contact@campdesmilles.org



www.mutuelle-entrain.fr
27 passage Raguinot
75012 Paris
0 809 40 54 54
contact@theatre-lacriee.com



SaiSON 2024/25

REJOIGNEZ L'UAICF

26 ACTIVITÉS
ARTISTIQUES & CULTURELLES

250 ASSOCIATIONS

DES STAGES POUR ÉVOLUER
DANS VOTRE DISCIPLINE

DES RENCONTRES
RÉGIONALES, NATIONALES
ET INTERNATIONALES

LA POSSIBILITÉ D'ÊTRE
ACTEUR ET MOTEUR DANS
VOTRE ASSOCIATION
D'ENTREPRISE

AQUARIOPHILIE
ARTS DE LA NATURE
ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES
ARTS MANUELS
ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES
ASTRONOMIE
BRIDGE
CHANT CHORAL
CINÉMA-VIDÉO
DANSE
ESPÉRANTO
GÉNÉALOGIE
GÉOLOGIE
INFORMATIQUE
JEUX DE SOCIÉTÉ
LANGUES
LITTÉRATURE
MODÉLISME
MUSIQUE
OENOLOGIE/DÉGUSTATION
PATRIMOINE FERROVIAIRE
PHILATÉLIE
PHOTOGRAPHIE
RADIOAMATEURS
THÉÂTRE
VARIÉTÉS

UAICF
UNION ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE DES CHEMINOTS FRANÇAIS

01 42 09 25 91
SIEGENATIONAL@UAICF.ASSO.FR
WWW.UAICF.ASSO.FR



Avec l'UAICF,
cultivez
vos Passions !

UAICF

UNION ARTISTIQUE ET
INTELLECTUELLE DES
CHEMINOTS FRANÇAIS

contactez-nous au 01 42 09 25 91
siegenational@uaicf.asso.fr

